

Retraites : fiasco total des manifs des complices de Macron



Comme je l'avais analysé, prédit et pris le pari (1), le simulacre contre la retraite à 64 ans, porté par les leaders des centrales syndicales subventionnées, a été éventé.

À coup sûr la menace cégétiste de mettre à genoux l'économie française et de priver les Français d'essence, de gasoil et d'électricité a dissuadé le péquin de défiler encore derrière les grévistes professionnels syndiqués du service dit public.

L'inflation, la trouille du chômage, l'extension de la guerre de l'OTAN via l'Ukraine contre la Russie, le boomerang des folles sanctions économiques et les livraisons d'armes françaises contre ce pays, le coût croissant de l'immigration en France et le maintien des régimes spéciaux de retraite ont eu raison des figurants appelés à battre le pavé pour le compte de l'appareil de Philippe Martinez.

Rappelons que ce leader syndical, qui avait appelé à voter

Macron, prépare sa confortable retraite imminente de la tête de la CGT.

Les chiffres et les images des participants aux défilés d'hier sont dérisoires et en disent long sur la gueule de bois des fêtards des lendemains qui devaient chanter.

Mais le plus important est que l'imposture et la duplicité des syndicats et de la gauche fausse opposition éclatent à la figure du monde salarial malmené.

Non seulement les leaders des centrales syndicales avaient toute l'opportunité de jeter leurs troupes aux côtés de la révolte historique des Gilets jaunes, au lieu de les bouder, le temps de s'organiser pour infiltrer et décomposer le mouvement, mais ils ont continué à donner des gages à Macron à la présidentielle et aux législatives.

Non seulement les patrons de syndicats se sont couchés devant la répression pseudo-sanitaire et l'obligation vaccinale Covid, mais ils les ont encouragées et soutenues.

Ils en portent la lourde responsabilité et la défiance définitive des soignants suspendus qu'ils n'ont ni soutenus, ni défendus.

Non seulement aucun n'appelle bien sûr au Frexit, condition pourtant *sine qua non* de toute souveraineté nationale, mais ils soutiennent la Commission européenne d'Ursula von der Leyen et ses corrompus, et sont de plain pied dans le fromage du syndicalisme européen inhérent. L'affaire Éva Kaïlí et ses ramifications est éloquente en l'espèce.

Le désertification des cortèges contre la retraite à 64 ans est donc révélatrice de la prise de conscience collective de la trahison des pontes syndicaux. Et c'est heureux.

EN DIRECT | Réforme des retraites, suivez la manifestation à Paris

<https://www.youtube.com/live/mRwLfG9KiXA?feature=share>

Peut-être beaucoup de salariés ont-il enfin compris qu'il fallait sortir la Ve République au plus vite du piège de l'UE.

Et peut-être même de sortir d'une république, tout court. En tout cas sortir la France de la dictature qu'elle est devenue, comme l'a montré la manipulation du Covid.

Période pendant laquelle les syndicats ont fait profil bas, tout juste après s'être mobilisés pour noyauter et pourrir le mouvement des Gilets jaunes.

Il y avait pourtant là l'occasion de faire tomber le gouvernement.

En tout cas, Frexit, Frexit, Frexit vite ! comme le scandent Les Patriotes de Florian Philippot, à chaque manifestation depuis trois ans déjà.

Car, comme tous les plans de destruction des nations par l'anéantissement de la famille naturelle et de toutes les réelles solidarités entre générations, la volonté d'un départ à la retraite de plus en plus tardif participe de la même volonté de tuer massivement avant la naissance le plus d'individus jugés inutiles et l'euthanasie le tôt possible des vieux travailleurs jugés parasites et coûteux pour la société des nantis. Nantis mondialistes dont soit dit en passant, on peut douter de l'injection des pseudo-vaccins Covid dangereux qu'ils ont préconisés et imposés aux autres.

L'énième réforme des retraites – qui n'affecte jamais celles des serviteurs de la République et les bénéficiaires des autres régimes spéciaux – est d'ores et déjà dans la musette des gouvernants. Témoin l'activation du vote bloqué que des journalistes en herbe, incultes, présentent comme une nouveauté dans l'arsenal du Parlement.

Samedi, la masse a dit non aux patrons des centrales

syndicales dites représentatives de 70 % d'abstentionnistes sur 14 millions de salariés aux élections professionnelles.

On l'aura compris, ce ne sont pas les cotisations qui font vivre la pléthore de délégués au service du pouvoir pour canaliser la grogne populaire. Les subventions tombées d'en haut et les comités d'entreprise des sociétés publiques abondent généreusement les caisses, avec les revenus des patrimoines immobiliers.

La caste du Haut dialogue social n'est évidemment guère loquace pour parler de la hauteur de leur gavage pécuniaire par l'État, aux frais du contribuable.

Malgré la loi de 2008 et 2011 sur un peu plus de transparence financière dans la vie des syndicats, l'opacité légendaire qui entoure leurs fonds a su s'adapter.

La légende du grand huit tient toujours (8 % de syndiqués pour huit "grands" syndicats). En réalité, le taux de syndicalisation ouvrier confine autour de 5 %.

Pire, rappelons qu'il y a quelques années, un rapport visait à faire la lumière sur les finances opaques des syndicats ouvriers et patronaux.

Le texte émanait d'un certain Nicolas Perruchot.

DIX ANS APRÈS LE RAPPORT PERRUCHOT, LES SYNDICATS GARDENT LE MÊME POUVOIR DE NUISANCE

écrit par Gabriel Collardey

9 juin 2021:

« Malgré les éclairages qu'il apporte sur les pratiques douteuses et illégales des syndicats, le rapport n'est pas rendu public. Quant aux documents utilisés lors de l'enquête, ils sont mis sous scellés pendant 25 ans.

L'hebdomadaire Le Point finit par le publier, dans une relative indifférence des médias. Pourtant l'affaire est grave.

Nous avons demandé à M. Perruchot quel regard il porte sur la question, dix ans après. Son constat est nuancé mais reste sévère. Il dénonce le manque de courage des décideurs politiques qui poursuivent depuis de longues décennies une stratégie visant à acheter la paix sociale.

<https://fr.irefeurope.org/publications/articles/article/dix-ans-apres-le-rapport-perruchot-les-syndicats-gardent-le-meme-pouvoir-de-nuisance/>

À l'époque, le magazine économique Le Point écrivait : « en le mettant en ligne, Le Point décide de rendre chacun juge de son contenu :

- « Les syndicats patronaux, en dépit de leur opulence, "tapent" dans les fonds des organismes paritaires (Sécurité sociale, Unedic, formation...) ;
- Les syndicats ouvriers vivent aux crochets de l'État et des organismes paritaires ;
- Le syndicat agricole dominant, la FNSEA, a un art éprouvé pour confondre fonds publics et militantisme ».

Le rapport Perruchot dresse, un rapport consternant de la vie syndicale en France.

« À base de combines et de faux-semblants. Où l'État participe à un jeu de rôle avec des apparatchiks syndicaux qui ne représentent pas grand-chose »

https://www.lepoint.fr/economie/argent-des-syndicats-le-rapport-interdit-16-02-2012-1431943_28.php

BFM TV INFOGRAPHIE. Réforme des retraites : la mobilisation au plus bas depuis le début du mouvement

La CGT a revendiqué plus d'un million de personnes dans les rues ce samedi, contre 368 000 pour le ministère de l'Intérieur.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/social/infographie-reforme-des-retraites-la-mobilisation-au-plus-bas-depuis-le-debut-du-mouvement_AN-202303110333.html

Baroud d'honneur inutile puisque de manière très prévisible, le Sénat a voté hier soir, par 195 voix contre 112, pour le projet de loi qui reporte à 64 ans l'âge légal de départ en retraite.

Focus

Troisième Guerre mondiale : leur plan pour le printemps dévoilé !

(1) Ce que j'écrivais le 6 mars :

Pourquoi la mobilisation syndicale d'après 7 mars sera un fiasco

6 mars 2023 Jacques Chassaing

[*Pourquoi la mobilisation syndicale d'après 7 mars sera un fiasco*](#)

Jacques CHASSAING